

avions, il y a plusieurs années, dans la province d'où je viens, le Gouvernement aurait été en mesure de l'appeler immédiatement sous les drapeaux pour repousser n'importe quelle troupe qui aurait pu attaquer la Colombie-Anglaise. Supposons encore que, au lieu de s'allier avec l'Angleterre, le Japon se fût allié avec l'Allemagne, où en serait la Colombie-Anglaise? Les honorables sénateurs doivent comprendre que nous avons vécu dans une fausse sécurité. Il y a cette différence, quant au gouvernement actuel,—j'ai dit que les deux gouvernements étaient également responsables de cet état de choses—il y a cette différence, dis-je, que l'inspecteur général fit, il y a deux ans, au gouvernement actuel un rapport tendant à démontrer l'absolue nécessité de faire quelque chose pour améliorer notre milice. Et puis, il y a quelques mois, le général Ian Hamilton fut amené ici d'Angleterre pour faire ce rapport, et il démontra de la manière la plus concluante, que le Canada n'avait pas fait son devoir quant à sa défense et qu'il n'était pas en mesure de repousser une attaque de l'ennemi. Il était du devoir du Gouvernement actuel de s'occuper de la chose. Cette guerre-ci a attiré directement l'attention du gouvernement sur le fait que nous n'étions nullement défendus, et il est du devoir du Gouvernement de présenter, à cette session-ci, une mesure quelconque, pour nous permettre de mieux nous défendre. Je ne parle ici que comme simple sénateur; mais je suis parfaitement convaincu qu'aucune mesure raisonnable ne sera combattue par l'opposition.

Peut-être quelqu'un interprêtra-t-il mal ce que je viens de dire; mais je veux qu'il soit bien compris que je ne préconise pas la conscription. La conscription implique l'idée qu'un grand nombre de jeunes gens du pays seraient enlevés à leurs occupations et seraient enfermés dans des casernes ou dans des camps. Ce n'est pas ce que je veux dire. Quand je parle d'une troupe de défense, je veux dire que les jeunes gens de 17 à 21 ans, devraient être, au moins, entraînés chaque année, durant un certain nombre de jours. Le principe de ce système est diamétralement opposé au principe de la conscription et à ce qui s'appelle le militarisme. Il existait, à la Nouvelle-Ecosse, un système de ce genre-là, et personne ne s'en plaignait; il fonctionnait très bien, et il ne coûtait presque rien. Les hommes n'étaient pas payés et ne s'attendaient point à l'être. J'ai entendu un honorable sénateur parler de la paix qui allait suivre cette

L'hon. M. POWER.

guerre-ci. Or, comme l'a dit l'orateur américain: "Les gens peuvent crier le mot "paix", tant qu'ils voudront; mais il n'y a pas de paix possible. Nous avons les meilleures raisons pour nous porter à croire que tant que l'homme sera ce qu'il est, il y aura toujours des guerres et des rumeurs de guerre." Nous jouissons dans notre pays de grands avantages. Il n'y a pas au monde un pays qui jouit de plus grands avantages que le Canada, et nous devrions être prêts à faire des sacrifices, au point de vue de l'aise et du confort, pour conserver ces avantages. Et le peuple comprend que quelque chose de ce genre doit être fait. Quelques honorables sénateurs disent: "Ça se fera à la prochaine session, ou à la session suivante". Mais si la guerre est finie avant la prochaine session vous ne pourrez pas engager le peuple à augmenter l'effectif de la milice. Il y a un autre sujet dont je veux parler. Il y a quelques années, le Gouvernement nomma un commissaire, sir George Murray, pour faire une enquête sur le service civil et faire rapport. Il fit un rapport bien élaboré, et à propos duquel on aurait dû agir avant aujourd'hui; mais rien n'a été fait pour mettre à effet les améliorations que sir George Murray a proposées. C'est là une question au sujet de laquelle quelque chose devrait être faite à cette session-ci. Le Gouvernement a présenté le bill à la dernière session, mais il ne l'a pas discuté. Il ne s'agit pas d'une question de parti. Je ne vois pas pourquoi le Gouvernement ne ferait pas quelque chose, à cette session-ci, au sujet du service de l'Etat. Le gouvernement a rédigé un bill, l'a présenté à la dernière session, et je ne vois pas pourquoi le bill ne devrait pas être étudié et adopté. Il y a une autre question sur laquelle l'attention a été attirée plus d'une fois. Je veux parler de l'impression des documents publics. Il n'est pas nécessaire de publier les rapports en double. Actuellement il y a une foule de rapports qui sont presque absolument inutiles. Et puis il y a les documents qui sont distribués à des messieurs qui ne désirent pas les avoir. C'est là une question grave; mais elle n'est pas difficile à régler, et le gouvernement doit économiser tout l'argent qu'il peut économiser en ce moment-ci. C'est une question dont il devrait s'occuper et pour le règlement de laquelle il aurait l'appui de l'opposition. Je serais chagrin de savoir que ces quelques observations devraient être considérées comme s'il y avait un léger conflit dans cette Chambre; mais en réalité il n'y en a pas.